



Syndicat CGT Territoriaux
de Perpignan
Mairie - PMMCU - CCAS

L'ESCROQUERIE

SOCIALE

DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

Après des mois de mobilisation contre la réforme des retraites le Rassemblement national continue de mentir aux travailleurs·euses. La position de l'extrême droite à l'Assemblée nationale est claire, il suffit de regarder ses votes.

Dans le cadre du travail, mais aussi au sein de nos cercles amicaux et familiaux, la bataille des idées est rude face aux mensonges et thèses conspirationnistes qui se développent dans un environnement de néolibéralisme violent.

La banalisation des idées d'extrême droite est un véritable fléau et il est donc nécessaire de faire savoir à quel point l'extrême droite est dans le camp du capital : sa stratégie de charme envers les travailleurs·euses en reprenant des thématiques sociales ne tend qu'à un objectif électoral.

Son ambition unique est la conquête du pouvoir et la mise en place d'un État fort. **La haine du syndicalisme fait partie de l'ADN du fascisme historique et actuel. Tant que les salarié·es considèrent que leur principal problème c'est l'immigration, ils-elles ne s'organisent pas pour des avancées sociales. À la CGT, nous savons que ce sont tous les travailleurs et toutes les travailleuses, immigré·es ou non, qui créent la richesse.**

Selon le rapport de l'OCDE : « Dans tous les pays, la contribution des immigré·es sous la forme d'impôts et de cotisations est supérieure aux dépenses que les pays consacrent à leur protection sociale, leur santé et leur éducation ». **Il faut rappeler que la fraude sociale, que les partis d'extrême droite (RN et Reconquête) associent abusivement aux immigré·es, représente moins d'un milliard d'euros par an, alors que la fraude fiscale – celle des multinationales – nous coûte plus de 150 milliards par an.**

Le capitalisme, qui sème la guerre et la misère, est le véritable ennemi des salarié·s, et les courants d'extrême droite sont ses alliés. Cette alliance n'est pas nouvelle, n'oublions jamais qu'en 1930 les partis de droite et le patronat avaient choisi leur camp et avaient comme mot d'ordre « Plutôt Hitler que le Front populaire », ils préféreraient sacrifier les droits, les libertés et la démocratie pour le fascisme plutôt que satisfaire les intérêts des classes laborieuses.

LE PEN, RETRAITES, L'IMPOSTURE SOCIALE

Présentée par les médias comme opposante au recul de l'âge de départ en retraite, ses revirements et son programme économique conforme à la doxa libérale prouvent le contraire. Promesse phare de son programme de 2017, la retraite à 60 ans a été rayée d'un trait de plume par la candidate d'extrême droite. Après l'abandon de la sortie de l'euro, ses mesures fiscales ou les exonérations de cotisations promises aux patrons, c'est une étape de plus vers un retour à la ligne libérale pure et dure de son père. Son entourage tente de minimiser, plaçant une simple « inflexion » liée au contexte budgétaire post-crise sanitaire.

Quand bien même elle maintiendrait le départ à 62 ans, qui est déjà injuste, son système ne tiendrait pas longtemps, car il assèche le principe de cotisation sociale, notamment en exonérant les patrons. Quid du « salaire différé » et de la redistribution des richesses produites par le travail ? Au final, ce genre de mesures aboutit à une baisse des « prestations sociales », dans la droite ligne de la politique menée par Emmanuel Macron.

Source : Les économistes atterrés <https://www.atterres.org>



**Signez la pétition retraites :
NON A CETTE RÉFORME INJUSTE ET
BRUTALE**

POSITIONNEMENTS ET VOTES DU RN À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

SALAIRES

- ◆ Contre l'augmentation du SMIC
- ◆ Contre l'indexation des salaires sur l'inflation
- ◆ Contre l'encadrement des salaires

POUVOIR D'ACHAT

- ◆ Contre le blocage des prix des produits de première nécessité
- ◆ Contre la gratuité des cantines et fournitures scolaires pour les plus modestes
- ◆ Contre la valorisation des petites retraites
- ◆ Contre la garantie d'autonomie Jeunes à 1063 euros
- ◆ Contre le gel des prix des loyers
- ◆ Contre l'augmentation des hébergements d'urgence

TRAVAIL

- ◆ Pour la fin des droits au chômage après abandon de poste
- ◆ Pour la fin des allocations chômage si refus d'un CDI à la fin d'un CDD
- ◆ Pour la réduction des droits au chômage des étrangers hors Union européenne
- ◆ Pour l'interdiction de la présence des étrangers au sein des instances représentatives des entreprises
- ◆ Pour la limitation du droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles

ÉCOLOGIE

- ◆ Contre la taxation des yachts et jets privés
- ◆ Contre la suppression de la niche fiscale du kérosène aérien

FISCALITÉ

- ◆ Contre une taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros
- ◆ Contre une taxe sur les superprofits
- ◆ Contre l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe

- ◆ Contre la hausse des moyens pour lutter contre la fraude fiscale
- ◆ Contre le rétablissement de l'ISF

- ◆ Pour la hausse du plafond de défiscalisation des heures supplémentaires
- ◆ Pour la baisse des impôts de production (CVAE)

ÉDUCATION - CULTURE

- ◆ Contre la gratuité des fournitures scolaires pour les plus modestes
- ◆ Contre l'achat de mangas avec le « pass culture »
- ◆ Contre l'augmentation du budget des universités
- ◆ Pour l'interdiction de l'écriture inclusive

SERVICES PUBLICS

- ◆ Contre le recrutement de sapeurs-pompiers et la revalorisation de leurs salaires
- ◆ Contre l'attribution d'un milliard d'euros dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes

